



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Eau Air Risque  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

St Etienne, le 10/04/2026

ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-  
durable.gouv.fr

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DS SMITH PACKAGING (ex PAPETERIES D'ESPALY S.A.)**

2 chemin de la Cartonnerie du Velay  
43000 Espaly-Saint-Marcel

Références : UiD4243-EAR-026-141  
Code AIOT : 0005600212

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING (ex PAPETERIES D'ESPALY S.A.) implanté 34, avenue de la Bernarde 43000 Espaly-Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL- AuRA.  
Elle est réalisée conjointement avec le service SEF de la DDT43 suite au constat de non conformité relevé par l'OFB en septembre 2025 portant sur la prise d'eau de l'usine.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH PACKAGING (ex PAPETERIES D'ESPALY S.A.)
- 34, avenue de la Bernarde 43000 Espaly-Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005600212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la fabrication et l'impression de cartons d'emballage.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours 1 mois
5	Autosurveillance Débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	1 mois
7	Autosurveillance - Prélèvements mensuels	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Autosurveillance Métaux	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.3	Demande d'action corrective	3 mois
17	Registre GEREP - Prélèvements	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	10 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5	Sans objet
3	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
6	Autosurveillance pH	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.1	Sans objet
8	Autosurveillance pH Temp MES DCO DBO5	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.2	Sans objet
10	Positionnement RSDE	Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 32	Sans objet
11	Autosurveillance Dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
12	Autosurveillance Transmission	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	GIDAF		
13	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 6.2	Sans objet
14	Prévention des pollutions - étanchéité fosses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.II	Sans objet
15	Matériel de lutte contre l'incendie - accès à l'aire de pompage au niveau d	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 10	Sans objet
16	Etude de dangers - conditions de stockage de palettes	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de lever de nombreuses non-conformités et observations constatées lors des deux précédentes visites d'inspections des 3 mai 2023 et 24 mai 2024.

L'exploitant a recherché activement des solutions pour tendre à un retour à la conformité, en particulier celle de ses effluents aqueux industriels. Il se fait accompagner par un prestataire spécialisé en traitement d'eau pour affiner les réglages de sa station d'épuration interne.

Il est attendu un retour à la conformité quant aux périodicités des prélèvements et d'analyses pour chacun des paramètres de l'annexe I de l'arrêté du 21 février 2003, et la réalisation d'un contrôle de l'équipement permettant les prélèvements des effluents.

Il est attendu également une gestion fine de la prise d'eau dans la rivière de la Borne, notamment avec la mise en œuvre d'opérations de nettoyage de l'ouvrage et d'élimination des branches obstruant les écoulements.

Un tel constat a déjà été relevé lors de l'inspection de 2023 et a également fait l'objet d'un rapport de manquement administratif par les services de l'OFB/DDT en septembre 2025.

Ainsi, en l'absence de réponse selon le délai prescrit dans le présent rapport, il sera proposé à monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>
Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition

de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Suivi inspection 2024, constat n°1 :

Non conformité : L'exploitant ne dispose pas d'un plan de tous les réseaux des effluents aqueux régulièrement mis à jour. Un plan détaillé permettant de visualiser et distinguer clairement les réseaux (eaux d'alimentation, eaux usées), les différents organes (vannes de coupure ou d'obturation, points de prélèvement, dispositifs d'épuration, compteurs, postes de relevage.....) doit être réalisé et transmis à l'inspection sous un délai maximal de 6 mois.

Un tel constat avait déjà été relevé lors d'une inspection réalisée le 25 septembre 2017. Aussi, en l'absence de réponse selon le délai prescrit dans le présent rapport, il sera proposé à monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).

#### **Constats :**

L'exploitant a fait intervenir une entreprise spécialisée pour la numérisation et la mise à jour du plan des différents réseaux (eaux d'alimentation, eaux usées, eaux de sprinklage). Le plan est élaboré sous AutoCAD.

Lors de la visite, il a été projeté sur un écran. L'exploitant a indiqué que sous 1 semaine, il sera finalisé avec l'ajout des réseaux enterrés.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **Observation**

Sous 1 mois, le plan sera transmis sous forme papier à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Sécheresse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Capacité à respecter les dispositions de l'AP Cadre sécheresse

##### **Prescription contrôlée :**

Exemptions possibles cadrage général (extraits) :

- consommation réseau AEP < 7000 m<sup>3</sup>/an,
- arrêté préfectoral complémentaire imposant des prescriptions spécifiques sécheresse,
- établissements pouvant démontrer que leur consommation d'eau a été réduite à une consommation minimale.

Suivi inspection 2024, constat n°2 (sans suite) :

L'inspection considère que l'exploitant ne peut pas prétendre à bénéficier de l'exemption prévue par l'arrêté préfectoral "cadre sécheresse" du 19 octobre 2022 "établissements pouvant démontrer que leur consommation d'eau a été réduite à une consommation minimale". Si un arrêté préfectoral imposait des restrictions des usages de l'eau pour cause de sécheresse, l'exploitant serait tenu de respecter le cadrage général qui impose des réductions progressives des prélèvements de -25%, -50% et arrêt selon le niveau d'alerte.

**Constats :**

L'exploitant a déclaré une nouvelle fois vouloir bénéficier de l'exemption "établissements pouvant démontrer que leur consommation d'eau a été réduite à une consommation minimale".

Il a indiqué avoir fait évoluer son Plan de Sobriété Hydrique - PSH - depuis la dernière visite de 2024.

Par manque de temps le jour de la visite, il n'a pas été présenté.

Une inspection spécifique "sécheresse" est programmée avant l'été pour la présentation de la nouvelle version de ce PSH .

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesure débit prélevé

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».

Suivi inspection 2024, constat n°3 (sans suite) :

Au cours de la visite, l'exploitant a présenté un tableau de relevé des compteurs mis en place dès juin 2023, la fréquence des relevés est hebdomadaire (le volume prélevé journalièrement sur la Borne ou le réseau AEP ne semble pas dépasser 100 m3).

**Constats :**

Au cours de la visite, l'exploitant a été en mesure de présenter un tableau des relevés des compteurs, tenu à jour.

Les volumes prélevés journalièrement sont inférieurs à 100m3/j.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation**

Sous 1 mois, la synthèse des prélèvements 2024/2025 sera transmis à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, les dispositions des articles L. 214-18 et L. 432-6 du code de l'environnement. Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.  Suivi inspection 2024, constat n°4 : Observation : Afin de justifier des nettoyages réguliers de l'ouvrage de prélèvement, l'exploitant mettra en place un registre (ou autre système équivalent) permettant de tracer les différentes opérations d'entretien, sous un délai de 3 mois.
<b>Constats :</b>  Les prélèvements des eaux pour les besoins de l'activité du site sont réalisés dans la rivière Borne ainsi que dans le réseau AEP. Un seuil a été aménagé sur la rivière Borne pour permettre l'alimentation du canal d'amenée des eaux vers l'usine. Le seuil bénéficie d'une passe à poissons (autorisée en 2012). Deux vannes guillotine manuelles sont installées sur l'entrée du canal d'amenée. Une sonde est en place dans la passe à poissons, une poire de niveau dans le canal. Elles permettent de vérifier que le niveau d'eau en amont du seuil est a minima égal au niveau de l'arase de ce seuil. En cas de dysfonctionnement, un voyant rouge s'allume dans la cours de l'usine. Lors de l'inspection de 2023, il a été constaté que l'ouvrage était en partie obstrué par des branches, notamment au niveau de l'entrée du canal. Il a été demandé que l'exploitant procède à un nettoyage du seuil de prélèvement plus régulier afin d'éliminer les branches obstruant les écoulements et qu'il définisse une périodicité de contrôle régulier de la zone. L'exploitant a été en mesure de présenter un document justifiant des opérations de nettoyage régulières de l'ouvrage de prélèvement. La périodicité retenue par l'exploitant est trimestrielle.  Lors de la présente visite, il n'est pas constaté d'encombrement des vannes d'entrée vers le canal d'amenée ni de l'entrée de la passe à poissons. Il est par ailleurs constaté que le niveau d'eau au niveau du seuil est insuffisant (environ 5 cm en dessous de l'arase du seuil). Le voyant rouge ne s'est pour autant pas allumé dans la cours de l'usine. L'exploitant s'est engagé à faire le nécessaire immédiatement pour permettre la remontée du niveau d'eau de la rivière au niveau du seuil.  La périodicité trimestrielle de visite et d'entretien de l'ouvrage n'est pas suffisante. Une périodicité plus rapprochée permettra d'éviter l'accumulation des branches et les dysfonctionnements se produisant au moment de la chasse des embâcles accumulés sur les vannes d'entrée du canal. Cette chasse produit un appel d'eau dans le canal et provoque une baisse de niveau sur le seuil et un manque d'eau dans la passe à poissons (et donc un manque de débit réservé).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b><u>Non-conformité :</u></b> <b>Il est attendu que l'exploitant sous 1 semaine :</b>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- fournisse les justificatifs démontrant la remontée de la ligne d'eau*,</li> <li>- modifie la périodicité des passages sur la prise d'eau (au minimum tous les 15 jours),</li> <li>- modifie le réglage de la poire de niveau du canal d'amenée.</li> </ul> <p>*Par courriel du 9 avril, l'exploitant a transmis une photo permettant de constater que le niveau d'eau a été relevé jusqu'au seuil.</p> <p><b>Il est attendu que l'exploitant sous 1 mois :</b></p> <p>formalise une procédure pour la surveillance de la prise d'eau comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o la réalisation d'une fiche réflexe en cas de dysfonctionnement de la prise d'eau, comprenant un schéma de principe,</li> <li>o la formation des équipes de maintenance à cette procédure,</li> <li>o une réflexion quant à la mise en place d'un dispositif permettant de limiter les flottants au niveau des vannes de tête.</li> </ul> <p>Un tel constat a déjà été relevé lors de l'inspection de 2023 et a également fait l'objet d'un rapport de manquement administratif par les services de l'OFB/DDT en septembre 2025. Ainsi, en l'absence de réponse selon le délai prescrit dans le présent rapport, il sera proposé à monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours, 1 mois

#### N° 5 : Autosurveillance Débit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <p>Suivi inspection 2024, constat n°5 (non-conformité) :</p> <p>Le débitmètre mesurant le rejet final n'est pas opérationnel, il devra être remplacé sous un délai maximal de 1 mois. Sous ce même délai, le prélèvement des échantillons devra être proportionnel au débit rejeté.</p> <p>En l'absence de transmission d'éléments permettant de justifier de la mise en conformité des installations selon le délai prescrit, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le débitmètre mesurant le rejet final a été remplacé.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le prélèvement des échantillons était assujetti au débitmètre (temps de</p>



<p>marche de l'usine: environ 6 heures par jour).</p> <p>Le débit traversier du dispositif épuratoire étant fixe, ce réglage permet d'obtenir un prélèvement proportionnel au débit rejeté.</p> <p>Le dispositif de prélèvement installé n'a pas encore fait l'objet de vérification par un organisme de contrôle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>
<p><b><u>Non-conformité</u></b></p> <p>Sous 1 mois, le dispositif de prélèvement fera l'objet de vérification par un organisme de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Autosurveillance pH

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures en continu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le pH sera mesuré et enregistré en continu. Le système de contrôle devra déclencher sans délai une alarme efficace signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites du pH fixées à l'annexe 1 et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau de la station de prétraitement.</p> <p>Suivi inspection 2024, constat n°6 (observation) : L'inspection invite l'exploitant à mettre en place des tests périodiques de bon fonctionnement du système d'alarme pH et d'arrêt des rejets en cas de pH non conforme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le pH est mesuré en continu. Lors de la visite, il a été procédé à un test de dépassement de pH. Le dépassement de pH a entraîné automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau de la station de prétraitement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Autosurveillance - Prélèvements mensuels

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque mois un échantillonnage représentatif du rejet journalier sera effectué sur l'effluent homogénéisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses des effluents aqueux sont sous-traitées à un organisme extérieur agréé.</p>

Les prélèvements mensuels qui ne rentrent pas dans le cadre de la surveillance trimestrielle réalisée par un organisme extérieur sont réalisés par l'exploitant.

L'examen des résultats d'autosurveillance saisis sur Gidaf depuis le 1<sup>er</sup> mai 2025, date de la dernière visite d'inspection, jusqu'au 31 mars 2026 montre l'absence de déclaration d'analyses pour les mois suivants:

- janvier, mars et septembre 2024
- octobre 2025
- janvier 2026.

Les prélèvements non réalisés pour ces 5 mois correspondent à des oublis, ou l'absence de la personne responsable de la station d'épuration interne.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non conformité :**

L'exploitant veillera à mettre en place des actions afin de se conformer à la périodicité de son programme d'autosurveillance.

Il pourra à cet effet:

- missionner une personne supplémentaire pour la réalisation des prélèvements mensuels,
- établir une procédure avec le laboratoire qui effectue les analyses des rejets aqueux précisant les actions à mettre en place en cas d'absence de livraison d'échantillons à une date précise.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Autosurveillance pH Temp MES DCO DBO5**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

Chaque mois un échantillonnage représentatif du rejet journalier sera effectué sur l'effluent homogénéisé. Les paramètres suivants seront analysés par l'exploitant : pH, température, MES, DCO, DBO5.

Les valeurs devront être conformes à l'annexe I du présent arrêté.

Suivi inspection 2024, constat n°7 (observation) :

L'exploitant doit veiller au respect des valeurs limites d'émissions et limiter les cas de dépassements.

**Constats :**

L'examen des résultats d'autosurveillance saisis sur Gidaf depuis le 1<sup>er</sup> mai 2024, date de la dernière visite d'inspection, jusqu'au 31 mars 2026 (environ 2 ans) montre les dépassements suivants:

- DBO5 : quatre dépassements en concentration (valeur maximale mesurée = 1600 mg/L, VLE = 800 mg/L) et pas de dépassement en flux ,
- DCO : trois dépassements en concentration (valeur maximale mesurée = 2860 mg/L, VLE = 2000 mg/L) et pas de dépassement en flux ,
- pH : un seul dépassement (valeur maximale mesurée 8,8 pour une VLE de 8.5)

Aucun dépassement n'est constaté pour les autres paramètres (Température, MES, NTK, Pt)
L'exploitant a indiqué avoir missionné un prestataire spécialiste dans le traitement de l'eau pour une aide au pilotage de la station d'épuration interne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b><u>Observation:</u></b> Il est attendu que l'exploitant veille aux respects des VLE tant en concentration qu'en flux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Autosurveillance Métaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles externes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fera procéder, au moins une fois par trimestre en période de fonctionnement des ateliers, à une analyse d'échantillons représentatifs des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté, par un organisme dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet.  En plus des paramètres soumis à auto surveillance, l'analyse portera également sur les éléments prévus à l'annexe I.  La fréquence d'analyse sur les éléments métalliques pourra être annuelle dès lors que trois résultats consécutifs auront démontré leur absence.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne fait réaliser les analyses prévues pour les paramètres métaux seulement depuis décembre 2025.  L'article 5.5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003 prévoit que la fréquence d'analyse sur les éléments métalliques sera annuelle dès lors que trois résultats consécutifs auront démontré leur absence.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b><u>Non-conformité :</u></b> Il est demandé que la fréquence d'analyse sur les éléments métalliques soit trimestrielle pour les deux prochaines campagnes d'analyses. En fonction des résultats des trois dernières campagnes d'analyses trimestrielles dont ceux du contrôle inopinée EAU prévue en 2026, l'exploitant pourra demander un allègement de la périodicité d'analyses portant sur les métaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Positionnement RSDE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, RSDE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Suivi inspection 2024, constat n°8 (observation) :</p> <p>Observation : Un dernier délai de 6 mois est toléré pour que l'exploitant transmette à l'inspection les éléments permettant de répondre à l'observation du constat n°13 du rapport d'inspection de 2023 rappelée ici :</p> <p>Depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003, les dispositions réglementaires applicables à la surveillance des rejets ont été modifiées, notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (arrêté "RSDE") qui a modifié certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (liste des substances à analyser, valeurs limites d'émissions). La nature des rejets de l'entreprise a pu également évoluer du fait du changement de produits mis en œuvre. Aussi, sous un délai de 6 mois, l'exploitant :</p> <p>transmettra à l'inspection son positionnement en regard des dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998,</p> <p>précisera la nature des paramètres nécessitant d'être retenus pour la surveillance des rejets du site.</p> <p>Cet argumentaire pourra s'appuyer sur la base de résultats d'analyses, des fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre, etc. La compatibilité des rejets avec l'acceptabilité du milieu récepteur devra être examinée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter son positionnement en regard des dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>Celui-ci sera instruit ultérieurement et sera susceptible de conduire l'inspection à proposer un arrêté préfectoral complémentaire relatifs aux VLE des rejets aqueux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Non-conformité :</u></b></p> <p>Sous 1 mois, le document sera transmis à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Autosurveillance Dépassements et actions correctives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  Suivi inspection 2024, constat n°9 (sans suite) : Lors des dépassements ponctuels (cf point de contrôle ci avant), l'exploitant saisit des commentaires et les dispositions prises pour qu'ils ne se reproduisent pas (problématique de maîtrise du coagulant/floculant pour les derniers dépassements constatés).
<b>Constats :</b>  Lors des dépassements ponctuels, l'exploitant saisit des commentaires et les dispositions prises pour qu'ils ne se reproduisent pas (problématique de maîtrise du coagulant/floculant pour les derniers dépassements constatés, de dérive du pHmètre).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Autosurveillance Transmission GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.  Suivi inspection 2024, constat n°10 (sans suite) : Observation : L'exploitant doit veiller à transmettre les résultats d'autosurveillance sous Gidaf selon une fréquence minimale trimestrielle. Pour le cas de l'oubli de saisie du mois de janvier 2024, il veillera à saisir les résultats sous un délai de 1 mois.
<b>Constats :</b>  L'exploitant transmet les résultats d'autosurveillance sous Gidaf selon une fréquence minimale trimestrielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des boues de STEP
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages temporaires, avant élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégées des eaux météoriques.  Suivi inspection 2023, constat n°18 (observation) : L'exploitant doit examiner les solutions possibles pour protéger des eaux météoriques la benne de stockage/décantation des boues de STEP . Il transmettra à l'inspection, sous un délai de 6 mois, les pistes d'amélioration envisagées.  Suivi inspection 2024, constat n°13 (observation) : Observation : L'exploitant doit continuer d'examiner les solutions possibles pour protéger des eaux météoriques la benne de stockage/décantation des boues de STEP. Il transmettra à l'inspection, sous un délai de 6 mois, les pistes d'amélioration envisagées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a examiné plusieurs solutions pour protéger des eaux météoriques la benne de stockage des boues de la STEP. Il envisage de mettre en place une toiture indépendante au dessus de la benne (devis présenté).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection une photo de la toiture une fois mise en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Prévention des pollutions - étanchéité fosses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fosses de décantation, étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.  Suivi inspection 2023, constat n°19 (observation) : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant formalisera la nature des contrôles à réaliser pour s'assurer de l'étanchéité de cette fosse et en fixera la périodicité.  Suivi inspection 2024, constat n°14 (observation) : Afin d'améliorer le dispositif mis en place pour contrôler l'étanchéité des fosses de décantation, l'inspection suggère à l'exploitant les pistes d'amélioration suivantes :

<p>dater les certificats d'étanchéité,  ajouter sur les certificats d'étanchéité une partie permettant de renseigner l'état de la maçonnerie (l'exploitant peut s'inspirer du guide DT92 "guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures"),  archiver les photos réalisées afin de conserver un historique permettant de visualiser l'évolution des ouvrages.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué procéder à un nettoyage et contrôle d'étanchéité des 3 fosses de décantation une fois par an.  Le dernier certificat d'étanchéité a été présenté, il est daté de moins d'un an.  Des photos ont été prises pour tenter de visualiser l'évolution des ouvrages en béton.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Matériel de lutte contre l'incendie - accès à l'aire de pompage au niveau de la Borne**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des moyens de défense incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extrait :  Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs pompiers.</p> <p>Suivi inspection 2024, constat n°16 (non conformité) :  L'accès à l'aire de pompage au niveau du canal d'amenée de l'eau de la Borne est encombrée. L'évacuation des encombrants doit être réalisée sous un délai d'une semaine et l'exploitant justifiera des dispositions qu'il mettra en œuvre pour faire en sorte que ce genre de situation ne se reproduise pas.(7 jours)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accès à l'aire de pompage au niveau du canal d'amenée de l'eau de la Borne a été dégagée et débarrassée des encombrants dont la présence avait été constatée lors de la dernière visite d'inspection de 2024.  Une chaîne a été mise en place pour empêcher de nouveaux stockages.  L'exploitant a indiqué vouloir également réaliser un marquage au sol de cette zone.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Étude de dangers - conditions de stockage de palettes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité aux dossiers déposés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront si nécessaires adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.</p> <p>Suivi inspection 2024, constat n°18 (non conformité) :</p> <p>Selon l'étude détaillée des dangers déposée en 2009, les conditions de stockage de palettes au niveau de l'aire aménagée en bordure de la Borne sont de nature à générer des effets inacceptables pour les populations riveraines.</p> <p>Sous un délai de 3 mois, des dispositions doivent être prises pour réduire les quantités entreposées et faire en sorte que le phénomène dangereux "incendie du stockage de palettes" soit positionné, compte tenu de sa probabilité et sa gravité, dans une case permettant de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement (les critères d'acceptabilité proposée par la circulaire du 10 mai 2010 pourront être retenus).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le volume de palettes sur la zone d'entreposage extérieure située au nord-ouest du site, en bordure de la Borne dont la présence avait été constatée lors de la précédente inspection de 2024 avait été réduit.</p> <p>Il envisage d'évacuer la totalité des palettes actuellement sur cette zone pour l'automne 2026.</p> <p>Il a indiqué par ailleurs avoir revu son contrat avec son prestataire qui lui loue les palettes afin de réduire fortement les quantités entreposées sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection une photo de la zone une fois évacuée. Délai fin 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 17 : Registre GERE - Prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prélèvements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</li> <li>- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;</li> <li>- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à <b>50 000 m³/an</b> ou que le <b>volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an</b> ;</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</li> <li>- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;</li> <li>- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière déclaration annuelle de l'exploitant sur le site GERE date de 2018.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Non conformité</u></b> Il est demandé à l'exploitant de procéder à sa déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets sur le site ministériel GERE, chaque début d'année calendaire pour les prélèvements d'eaux dans la Borne ainsi que les déchets évacués l'année précédente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 10 mois</p>